

# la nouvelle lettre

Directeur de la publication : Jacques GARELLO

Commission Paritaire : 0118 K 87909 - ISSN : 1951-4727  
Dépot légal : à parution

N°1152 du 23 mars 2013 | [www.libres.org](http://www.libres.org)  
1981-2013 | 32ème année de parution

Hebdomadaire 1,50€



## SOMMAIRE DU N°1152

- EDITORIAL** : La fin de l'athéisme pp. 1-2  
**CONJONCTURE** : Des profits indécents ? pp. 3-4  
**ACTUALITÉ** : Allocations familiales : les enfants de riches coûtent moins cher p. 4 - Chypre : les subtilités des dirigeants de l'Euroland p. 5 - Deux Français sur trois ... p. 5  
**CONNAISSANCE DE L'ECONOMIE** : p. 6-7  
**LU POUR VOUS** : livres, articles et sites p. 8

## La fin de l'athéisme

Chers fidèles lecteurs, vous me pardonnerez de vous entretenir à nouveau de religion. Mais nous sommes dans la Semaine Sainte et l'élection de François est un évènement majeur. Surtout, en dehors de toute référence à l'actualité, la question de la place de la religion dans la société contemporaine est étroitement liée à celle de la liberté et à ce titre je ne saurais l'é luder.

J'emprunte à Philippe Nemo le titre et les idées principales de son livre paru en 2012 : « La belle mort de l'athéisme moderne ». Notre ami philosophe ne se serait-il pas fourvoyé ? Lors d'une émission sur France 2, précisément consacrée à l'avenir de la religion catholique après l'élection du Pape François, il a été fait état d'un sondage établissant que 30 % des Français se déclaraient athées. D'ailleurs sur le plateau, huit personnes sur

les dix présentes ont affirmé explicitement leur athéisme (une proportion significative pour un débat sur la religion !). D'aucuns relèvent également la poussée de la christiophobie dans notre pays, ou évoquent la chute des vocations. La France n'est-elle pas devenue un désert spirituel ?

Je vous indique le principal argument de Philippe Nemo : l'athéisme est appelé à disparaître parce que sa source philosophique est tarie. L'athéisme a eu son heure de gloire philosophique au XIX<sup>e</sup> siècle, avec le positivisme et le scientisme d'Auguste Comte, la critique historique de la tradition biblique et chrétienne (Jésus a-t-il existé ?) de Lévi Strauss et Ernest Renan, la substitution de l'art à la religion dans la recherche de l'absolu et, enfin et non le moindre, le thème du paradis sur terre et du meilleur des mondes. >>

### BULLETTIN D'ABONNEMENT

- s'abonne à la formule postale pour 20 numéros (35 €) ou 40 numéros (60 €)  
 s'abonne à la formule électronique (format PDF) pour 40 numéros (40 €)  
 envoie une liste de personnes pour un service gratuit de 4 numéros dans le cadre de la formule  postale ou  électronique.  
Merci de libeller vos chèques à l'ordre de la SEFEL et de nous les faire parvenir à l'adresse suivante :
- SEFEL chez ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4**
- M  Mme  Mlle  NOM..... Prénom.....  
Adresse .....  
Code postal ..... Ville..... Courriel .....

sefel

SOCIETE D'EDITION ET DE FORMATION ECONOMIE ET LIBERTE

Chez ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4 - Tél. : 01 43 80 55 18

[www.libres.org](http://www.libres.org)

## La fin de l'athéisme (suite)

Le socialisme, marxiste ou autre, promet aux hommes la fin d'un système d'oppression et cette libération va éliminer les injustices et les souffrances : plus de souffrance, donc plus de religion.

### “ La science, l'art et la révolution : piliers de la religion athée ”

Un siècle d'expériences politiques fondées sur ces idées a démontré leurs erreurs dramatiques. Le paradis sur terre s'est mué en camps et en goulags, la science sans conscience n'a été que ruine de l'âme et a débouché sur l'eugénisme, l'art « populaire » s'est vidé de toute émotion, faute de transcendance. Bref, les ersatz de religion ont échoué, tous les programmes inspirés par l'athéisme, en dépit de la faveur dont ils ont joui dans les élites, n'ont apporté que troubles, désespoirs et haines. Le sommet a été atteint avec les totalitarismes soviétiques, nazis et chinois.

Philippe Nemo ne doute pas que l'échec philosophique de l'athéisme soit consommé, mais il constate aussi que l'athéisme sociologique, c'est à dire la pratique de l'athéisme, soit encore vivante. Il y a un décalage entre le mouvement des idées et le comportement des peuples. Ainsi se prend-on aujourd'hui à la nostalgie du communisme, ainsi le laïcisme militant fait-il sa réapparition, ainsi le blasphème est-il banalisé. Retour à 1905, ou à 1791. Cette résistance de l'athéisme, alors que sa source philosophique est tarie, s'explique par le fait que les adversaires déclarés de l'Eglise ont fait main basse sur la formation des esprits, qu'il s'agisse de l'école

ou des médias. C'est ce qui a inspiré à Nemo le titre d'un autre de ses livres « La France aveuglée par le socialisme ».

Mais l'athéisme sociologique, en dépit des 30 % annoncés (prouvés ?) recule à son tour. Vidées pendant plusieurs décennies, les églises se remplissent à nouveau, de jeunes familles essentiellement. L'impact de Jean Paul II puis de Benoît XVI sur la jeunesse, avec le succès des JMJ, aura été immense, nul doute que François aura la même passion pastorale. L'école catholique fait de plus en plus la différence, parce qu'elle offre une éducation religieuse qui est bannie dans l'école de la République. Enfin, les grandes manifestations contre le mariage pour tous traduisent l'émergence d'une société civile en rupture avec la pensée unique.

De la sorte, je crois que tous les facteurs sont réunis pour la belle mort de l'athéisme sociologique à son tour.

Il y a d'abord l'enjeu de civilisation. L'Occident sans la foi n'est plus l'Occident et se trouve désarmé devant l'agression des religions totalitaires. Comment peut-on rejeter la charia sans oser faire référence à la Bible et à l'Evangile ? La défense de l'Occident ne peut se faire sur le seul terrain de l'efficacité économique, ni même de la démocratie ; elle appelle une dimension morale et spirituelle.

### “ L'Occident sans foi n'est plus l'Occident ”

Il y a ensuite un changement générationnel. En France, la

génération des soixante-huitards s'épuise et sera bientôt à la retraite. Ses enfants ne se laissent plus prendre au piège des lendemains qui chantent, ils sont plus ouverts, transformés par les télécommunications et les voyages à l'étranger. Ils n'ont donc guère de sympathie pour des idées surannées ; ils sont en recherche des repères que leurs parents ne leur ont pas offerts. A la recherche d'absolu, ils rencontreront peut-être la religion et en découvriront l'éternelle modernité.

Il y a enfin, et cela n'a pas d'âge non plus, la nature profonde de l'être humain, de son besoin de liberté, de responsabilité et de dignité. Revenir à l'essentiel c'est revenir à l'homme, c'est revenir à la civilisation de l'amour, et tel est le discours évangélique. Le Pape François, comme ses prédécesseurs, se veut pasteur : prêcher la Bonne Nouvelle est la mission première de l'Eglise catholique. Elle continuera à le faire, en s'adressant sans discrimination à tous les hommes et femmes de bonne volonté, en « ouvrant ses bras » a dit le Pape François. Et tandis que l'athéisme a tenu trop longtemps l'humanité en esclavage et l'a réduite au désespoir, la religion de la Bible et de l'Evangile apporte la promesse de la résurrection, et sa plus grande fête est bien celle de Pâques. Toujours les cloches de Pâques ont annoncé et annonceront la belle mort de l'athéisme. Vive Pâques.

**Jacques Gareilo**

## DES PROFITS INDECENTS ?

Comme chaque année, les principales entreprises françaises cotées en bourse, celles du CAC 40, ont publié leurs résultats : 53 milliards de bénéfices. Et comme chaque année, on a entendu des commentaires dénonçant le caractère « indécent » de ces « superprofits », au moment où l'économie est en crise et où le chômage augmente. Une analyse plus sérieuse montre qu'en réalité les profits sont au plus bas, ce qui n'est pas un signe de bonne santé économique : l'économie se porterait bien mieux si les profits étaient plus élevés. Mais en France, la cause est entendue : le profit, c'est le mal.

### 53 milliards de profits pour les entreprises du CAC 40

Les principales entreprises françaises, du moins les 40 les plus importantes, ont annoncé leurs résultats pour l'année 2012. Les profits se sont au total élevés à 53 milliards. De quoi faire rêver ceux qui pensent que le « partage des profits » permettrait l'accès de tous à la fortune. Est-ce beaucoup ? D'abord, c'est moins que l'an dernier : le recul est de 28%, les profits s'étant élevés l'an dernier à 73 milliards. C'est la deuxième année de suite de baisse, car le recul avait été déjà de 3% en 2011. Le point le plus bas avait été atteint au plus fort de la crise, en 2009, avec 47 milliards, bien loin du record absolu de 2007 (101 milliards).

Le résultat de 2012 est assez médiocre, moins de la moitié du sommet de 2007 si l'on tient compte de l'inflation : la crise est toujours là. Le « scandale » est donc à relativiser. C'est d'autant plus vrai que quatre entreprises sur 40 ont connu une perte en 2012 : Crédit Agricole SA, Arcelor Mittal, St Micro-electronics et Accor. Ceux qui protestent contre les profits préfèrent-ils les pertes et se réjouissent-ils des difficultés de certaines banques (Crédit Agricole avait une filiale grecque qui a plombé ses comptes) ; faut-il ériger Arcelor Mittal en modèle dont tout le monde rêve ?

### Un taux de marge en chute libre

Sur les 53 milliards de profits, Total seul en représente près de

11 : il reste donc seulement 42 milliards pour les 39 autres. Et Total est un cas un peu à part, dans un secteur bien particulier. La moitié des entreprises du CAC 40 ont un profit inférieur à un milliard. La crise est donc bien là et ce n'est pas une bonne nouvelle. La situation est loin d'être bonne par rapport aux autres années. Qu'en est-il par rapport au chiffre d'affaires ? Le chiffre d'affaires total de ces 40 entreprises est de près de 1300 milliards. Ces « fabuleux profits » représentent donc 4% du chiffre d'affaires. Est-ce une marge « extravagante » ?

Les entreprises du CAC 40 sont loin de représenter toute la diversité du tissu économique français. Les PME jouent aussi un rôle important, de même que d'autres grandes entreprises. Le rapport Gallois (pourtant politiquement correct, demandé par le Président Hollande et confié à un ami du pouvoir), tirait le signal d'alarme en montrant que dans l'industrie le taux de marge (plus large que les seuls profits) était passé de 30% à 21% entre 2000 et 2011, soit un recul d'un tiers, au moment où ce même taux de marge progressait de sept points en Allemagne.

### Le profit rémunère la création faite par l'entrepreneur

Une nouvelle fois, les réactions en France montrent une incompréhension totale de ce qu'est le profit et de ce à quoi il sert. D'abord, ceux qui critiquent les « superprofits » préfèrent-ils les pertes ? Leur rêve est-il celui d'entreprises en déficit durable, incapables de

financer leurs dépenses et conduites vers la faillite, avec ce que cela implique pour l'emploi ? Seules les entreprises rentables créent des emplois.

Ensuite, il faut que le marxisme soit encore présent dans les esprits, pour considérer le profit comme illégitime en soi, car représentant une « plus-value » créée par les salariés et que s'approprierait le capitaliste, un exploiteur qui ne créerait rien. Quand comprendra-t-on que chacun apporte quelque chose à l'entreprise et reçoit une légitime contrepartie. Le salarié apporte son travail et reçoit un salaire, l'épargnant apporte son capital et reçoit un intérêt. Quant à l'entrepreneur -et au-delà les actionnaires- ils reçoivent un profit.

Est-ce légitime ? Evidemment, car l'entrepreneur a créé quelque chose qui n'aurait pas existé sans lui. Son rôle spécifique est d'être en alerte pour voir ce que les autres n'ont pas vu, saisir les opportunités, répondre mieux aux besoins. Il accepte en outre pour cela, avec les actionnaires, de s'exposer aux aléas, le profit est un revenu variable, tandis que les salaires et les intérêts sont des revenus fixés par contrat et connus à l'avance. Les actionnaires acceptent que leur apport créatif soit rémunéré de manière variable et résiduelle : c'est ce qu'il reste après avoir payé les autres facteurs sur la base de contrats stables. Comme l'ont montré Jean-Baptiste Say, et mieux encore Israël Kirzner, le profit rémunère>>

## Des profits indécents ? (suite)

la création nette faite par l'entrepreneur, ce qui n'aurait pas existé sans lui. Il n'y a là en soi rien d'immoral et dans une économie de marché concurrentielle, rien de plus légitime ; ce n'est que lorsque l'Etat intervient, en accordant des privilèges, que le profit peut devenir immoral ; ce n'est alors plus un profit, mais une rente.

### Que faire des profits ?

Une autre question que laissent de côté ceux qui se plaignent des super profits est celle de leur usage. On oublie que la première utilisation des profits est de payer l'impôt. En France, l'impôt sur les bénéfices absorbe le tiers des profits. C'est le taux le plus élevé d'Europe, car à Bercy on pense que pour faire rentrer de l'argent dans les caisses de l'Etat, il faut des taux élevés d'impôts, alors que c'est l'inverse : l'argent rentre mieux quand le taux est plus faible car cela stimule l'activité (effet Laffer) et, la base imposable

s'étant élargie, l'impôt rentre mieux. Pour avoir de bonnes recettes fiscales, il faut des taux d'imposition plus faibles.

Le reste des profits va soit à l'autofinancement, c'est-à-dire qu'il reste dans l'entreprise pour financer les investissements, soit aux actionnaires sous forme de dividende, ou à l'entrepreneur individuel sous forme de bénéfice personnel. Il faut bien qu'il y ait des dividendes si on ne veut pas que les actionnaires abandonnent l'entreprise. Mais la majorité des profits reste en autofinancement. C'est là que la faiblesse des marges et des profits en France pose un vrai problème que le rapport Gallois dénonce : le taux d'autofinancement des entreprises françaises en 2000 était de 85% ; il est désormais de 64% en 2012 : il n'y a pas assez de profits pour financer les investissements dont nos entreprises ont besoin. En revanche, en moyenne dans la zone euro, le taux d'autofinancement est de près de 100%. Les

entreprises peuvent se passer des banques et de leurs services fort onéreux. Rappelons-nous toujours la formule d'Helmut Schmidt : « les profits d'aujourd'hui font les investissements de demain et les investissements de demain font les emplois d'après-demain ».

En France, on déteste les profits, on empêche les entreprises d'en faire, on les leur confisque par l'impôt et on montre actionnaires et entrepreneurs du doigt. Le résultat est clair : nous investissons moins qu'ailleurs, nos entreprises sont moins compétitives et l'emploi est en chute libre. Oui, il y a bien quelque chose d'indécents en France dans le domaine des profits, c'est leur faiblesse et leur insuffisance.

En France les profits ne sont pas honteux par leur énormité, mais par leur précarité.

Jean Yves NAUDET

## Allocations familiales : les enfants de riches coûtent moins cher

*On pourrait réduire de moitié les allocations qui leur sont versées*

C'est en tout cas ce que propose Gérard Bapt, rapporteur du budget de la Sécurité Sociale à l'Assemblée Nationale. Riches : la mesure concernerait les ménages aux revenus mensuels de référence supérieurs à 4.500 euros, soit (dit-il) 20 % des bénéficiaires actuels. On en est arrivé à cette innovation à la suite d'enchaînements imparables :

1° Il faut faire des économies et la mesure représente 3 milliards de moins à verser ;

2° Les sacrifices imposés aux Français sont inégaux, parce qu'il est normal que la solidarité pèse

surtout sur ceux qui en ont les moyens ;

3° Les riches ont comparative-ment moins d'argent à déboursier (peu importe si en réalité les frais de garde sont plus lourds puisqu'un ménage à revenus élevés est souvent celui où les deux parents sont actifs) ;

4° La sécurité sociale dans son ensemble est en train d'exploser et les caisses d'allocations familiales dont les surplus ont longtemps alimenté les régimes maladie et vieillesse sont à leur tour en panne.

En France on ne s'est jamais demandé :

1° Pourquoi des allocations familiales ne sont pas financées par l'impôt si l'on considère que les familles avec enfants produisent du « capital humain » qui bénéficie à tout le monde ;

2° Pourquoi la sécurité sociale est en déficit structurel ;

3° Pourquoi il est dangereux et arbitraire de faire payer les riches : combien en restera-t-il ?

La passion égalitariste et l'innovation fiscaliste animent avec constance nos gouvernants. •

# Chypre : les subtilités des dirigeants de l'Euroland

*Ils ont voulu secourir Chypre tout en détruisant ses atouts*

**L**e scénario s'était déjà produit avec l'Irlande. La troïka (FMI, BCE, Commission Européenne) avait subordonné son aide à l'exigence d'une baisse du taux de l'impôt sur les sociétés pratiqué par ce pays : avec 12,5 % seulement, les Irlandais avaient un taux attractif pour les investisseurs étrangers. Les Irlandais ont refusé de se plier à ce chantage, parce qu'ils savaient bien que leur seule chance d'éponger leur dette publique était dans la poursuite d'une croissance largement stimulée par l'implantation d'entreprises étrangères sur leur sol. Mais à Bruxelles on ne perd jamais une seule occasion de régler leur compte aux « paradis fiscaux », et au fameux « dumping fiscal ».

**C**'est aussi le dumping fiscal que les sauveteurs de l'euro ont voulu éliminer en contrepartie de l'avance de 10

milliards d'euros demandée par les Chypriotes. Les Chypriotes ont en effet un taux d'impôt sur les sociétés de 10 % : de quoi encourager les épargnants de tous pays, et surtout les Russes, à apporter leur argent aux banques chypriotes (67 milliards dont 15 milliards russes). On parlait naguère de Chypre comme de la « Suisse de la Méditerranée ». La troïka a donc exigé en échange de l'avance non pas une baisse des taux (comme en Irlande) mais une taxe sur les dépôts bancaires, russes, étrangers ou locaux. Cette procédure est assez scandaleuse, car elle consiste à voler purement et simplement les déposants, même si parmi eux il y a des Russes qui blanchissent de l'argent.

**L**e Parlement de Nicosie a refusé mardi de voter cette taxe (de 6,75 %) même avec un amendement tendant à dis-

penser de taxe les dépôts inférieurs à 20.000 euros. En dehors de l'aspect juridique de cette mesure, que serait devenue l'économie chypriote privée de son épargne ? Elle n'était pas très bien gérée jusqu'à présent (gouvernement communiste) mais les banques ont surtout souffert des impayés grecs, car les Chypriotes avaient fait une confiance assez aveugle à leurs cousins d'Athènes.

**L**a troïka s'est prise au piège de ses subtilités. Rien d'étonnant à ce que le cours de l'euro plonge en quelques heures pour se retrouver en dessous du seuil de 1,30 dollars. Car les marchés en déduisent que pour « sauver l'euro » les gens de Bruxelles et la Banque Centrale Européenne sont prêts à tout – et même au pire. •

## Deux Français sur trois...

*ne font pas confiance à François Hollande et ne sont pas allés voter dans l'Oise*

**E**n apparence il n'y a pas de rapprochement autre qu'arithmétique entre les deux nouvelles. D'un côté quatre instituts de sondage donnent des chiffres allant de 30 à 37 % comme cote de confiance au Président, d'autre part le taux d'abstention pour les législatives partielles dans le département de l'Oise dimanche dernier a été de 67 %.

Mais nous nous risquons à faire une lecture commune des deux observations : les Français attendent autre chose.

Certes, la note dominante est celle de la déception. L'électorat de François Hollande a fondu comme neige en Normandie : la gauche et les verts trouvent qu'il n'en fait pas assez, les autres qui avaient voté par dépit trouvent

qu'il en fait trop. Mais, pour autant, les électeurs ont-ils choisi une attitude constructive ? Ils n'ont pas plébiscité le Front National, qui a perdu quelque 4.000 voix par rapport aux précédents scrutins. Ils n'ont pas porté en triomphe l'UMP, qui perd 5.000 voix également. Ces résultats confirment donc que les électeurs sont, du moins pour l'instant et dans ce département, en attente d'une offre politique nouvelle.

**C**ette offre tarde à venir dans les rangs de l'opposition parlementaire. Certes, voici qu'on nous propose Sarkozy sur un plateau. L'ex président se redonne une dimension de chef d'Etat en allant visiter les pays amis, dont l'Ethiopie qu'il a mis sur la voie de la démocratie et de l'islamisme réunis.

**M**ais la France a-t-elle besoin d'un chef (pourtant disqualifié) ou d'un programme ? Où est ce programme ? On se contente pour l'instant du travail facile : attaquer le gouvernement sur tous les fronts. Dans l'Oise, comme ailleurs, la campagne s'est limitée à critiquer ce que font les socialistes. Il y a certes beaucoup à dire, mais nous n'avons pas besoin d'élus pour savoir que le socialisme est en soi un échec. Etonnez-vous après ça que deux Français sur trois marquent leur indifférence sinon leur mépris pour la classe politique et pour le vote. En ce qui concerne les libéraux, qu'ils se fixent pour mission d'enrôler au moins un Français sur trois sous le drapeau de la société civile, la seule qui puisse préparer utilement la nécessaire thérapie de choc. •

*L'illettrisme économique des Français est un handicap qui nous coûte cher : cher en chômage et en compétitivité, cher en dépenses et en dettes publiques, cher en paix sociale, cher en espoirs de promotion et d'épanouissement personnel.*

*J'ai donc entrepris, comme l'ont fait d'autres avant moi, de poursuivre la croisade contre cet illettrisme. Et depuis deux mois (24 janvier exactement) j'ai consacré régulièrement deux pages de cette Lettre à expliquer ce qui sépare l'économie naturelle et l'économie artificielle.*

*Hélas, dans les faits, les artifices polluent le fonctionnement naturel de l'économie, et les Français, en particulier, ingèrent sans le savoir ce poison intellectuel, politique et social, qu'est la « troisième voie », celle d'une économie « mixte » régulée par l'Etat.*

*En conclusion, je crois qu'aucun progrès décisif, aucune réforme significative, ne sera possible dans notre pays tant que l'on cherchera un compromis entre économie naturelle et économie artificielle. Ce compromis est un artifice de plus, une illusion fatale.*

## Connaissance de l'économie : conclusion

### La troisième voie est une impasse

Walter Eücken, économiste de l'école de Fribourg, expliquait qu'il y a deux systèmes économiques, et deux seulement : celui de l'économie décentralisée, appelée encore économie de marché, et celui de l'économie centralisée, ou économie de plan. Chacun de ces systèmes a sa cohérence : dans un cas le marché coordonne les choix libres de millions d'individus, une « main invisible » permet aux intérêts individuels de se rencontrer et de se satisfaire mutuellement dans le processus d'échange ; dans l'autre cas, le planificateur central répartit les ressources nationales d'après les priorités qu'il détermine souverainement : producteurs et consommateurs n'ont pas le choix. Introduisez maintenant des éléments de plan dans une économie de marché ou juxtaposez le marché et le plan : en ajoutant deux logiques contraires, débouche-t-on sur une nouvelle logique ? Certainement pas !

Pourtant, c'est bien ce que l'on a cherché à faire depuis des décennies, voire des siècles. Il faut dire que le pouvoir politique central ne lâche pas le morceau : il s'est tou-

jours approprié l'argent du peuple en prétendant faire son bonheur.



*Entre marché et plan il faut choisir*

Mais comment une telle aberration a-t-elle pu résister à l'extraordinaire progrès et succès de l'économie de marché et à son élargissement au niveau mondial ?

Une première raison est politique : le tiers système procède du neutralisme, du non choix. La France a été plus que toute autre nation persuadée qu'il ne fallait s'aligner ni sur les affreux Américains capitalistes ni sur les terribles planificateurs soviétiques. Parallèlement, dans les débats politiques internes, le centre jouit d'une position privilégiée puisqu'il fait la balance entre gauche et droite. Une autre raison tient à « l'économie sociale de marché », une ex-

pression de Ludwig Erhard qui voulait suggérer que l'économie de marché est la condition des plus grands progrès sociaux. On va voir dans cette expression malheureuse une nouvelle doctrine : ajouter à l'économie de marché une dimension « sociale », faite essentiellement de redistribution par les pouvoirs publics.

Cette voie a été celle de l'échec. Car des transferts sociaux de plus en plus importants ont ruiné l'économie, d'une part en confisquant des revenus honnêtement gagnés, d'autre part en persuadant la population qu'elle pouvait vivre bien sans effort majeur : gagner plus en travaillant moins. Ainsi les pays les plus redistributifs ont-ils été les moins performants.

### L'économie mixte est une injustice

Les dégâts de la redistribution ont été d'autant plus grands que le secteur public s'est progressivement hypertrophié. Désormais la redistribution ne s'est pas seulement opérée entre riches et pauvres (ou présumés tels), elle a joué entre ceux qui appartenaient à la sphère publique et ceux qui étaient dans le secteur privé.

Les fonctionnaires, les salariés des entreprises publiques, les salariés des entreprises privées fortement liées à l'Etat (par les marchés publics, par les réglementations ou les subventions), les gens du « secteur social » (associations subventionnées) – ce qui en France représente la moitié de la population active – sont à l'abri des exigences et des adaptations du marché. C'est un premier privilège. Mais, de plus, leur responsabilité personnelle est bien moins engagée que dans une entreprise privée et leur productivité est en général bien plus faible. C'est un autre privilège : recevoir une rémunération non pas en contrepartie de son initiative, de son mérite, de ses sacrifices ou de ses performances, mais en application d'un statut corporatiste privilégiant l'ancienneté.

Cette injustice décourage les « entrepreneurs », qui finissent par préférer à leur tour le statut et le privilège et à prendre en horreur la mobilité et la concurrence.

Il s'agit en fait d'une véritable spoliation : ceux qui créent des richesses n'en ont plus la propriété. Elle leur est confisquée pour continuer à faire fonctionner un secteur public pléthorique, inefficace, toujours plus coûteux et plus endetté. Donc, plus personne ne se fait créateur, du moins dans le pays (nombreux sont ceux qui iront exercer leurs talents ailleurs).

## Le dirigisme divise les peuples

Dans un pays où le succès ne dépend plus de la création de richesses, mais de la proximité du pouvoir, tous vont vouloir s'emparer ou se rapprocher de ce pouvoir qui gouverne toutes choses. « La loi est le produit d'un rapport de

force », dit pertinemment le socialiste Jean Pierre Michel. La réussite dépend donc de l'organisation et de la pression des groupes qui partent à l'assaut du pouvoir, de ses lois, de ses finances. C'est la compétition de tous contre tous.

Alors la richesse devient le sous produit de la violence sociale, elle procède de privilèges aux dépens des autres. Bastiat en déduisait une bonne définition de l'Etat « cette grande fiction sociale à travers laquelle chacun s'efforce de vivre aux dépens des autres ».

Rien d'étonnant à ce que la richesse devienne suspecte, avant d'être haïe : dans un tel contexte n'est-elle pas le fruit de la lutte, ou de l'arbitraire fiscal, réglementaire, ou encore de la corruption? On finit par voir toute réussite comme malhonnête et toute richesse comme un vol.

Ce qui se passe au sein d'un pays se prolonge au niveau international : n'y a-t-il pas une pression des peuples riches sur les pauvres ? L'Etat n'est-il pas là pour protéger les nationaux contre la concurrence des étrangers, qui est par définition déloyale ?



*La violence règne dans une économie dirigée*

Alors se déclare la « guerre économique », qui autorise toutes les malversations, depuis le protectionnisme jusqu'aux manipulations monétaires, en passant par les cartels d'Etats.

Et la guerre économique débouche un jour sur la bonne vieille guerre militaire. L'Europe se voit assiégée par les pays émergents, au sein de l'Europe les pays du Sud se voient malmenés par ceux du Nord, et les Allemands sont soupçonnés de redevenir un peuple orgueilleux et agressif.

## Vive l'économie !

Beaucoup de gens auront des sympathies pour l'économie le jour où ils en comprendront la nature et le fonctionnement. Il est vrai que peu de pays actuellement vivent suivant les lois de l'économie naturelle, et on n'a pas de « modèle » à proposer. Ni Allemand, ni Australien, encore moins Américain, et même pas le Suisse.

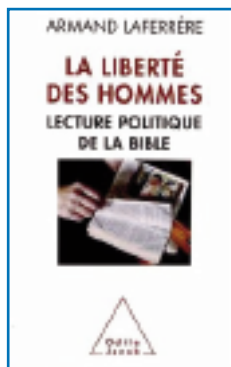
Ce n'est pas une raison pour nier l'existence de l'économie naturelle et se moquer de ses lois.

L'économie naturelle, comme je l'ai présentée dans un précédent tableau, est une économie de libres choix individuels et de pleine responsabilité de ces choix ; c'est une économie d'échanges de services librement contractés ; c'est une économie où le droit à l'initiative et le droit de propriété vont de pair. C'est une économie qui permet le plein développement de la personnalité et qui entretient l'harmonie sociale.

L'économie est le propre de l'homme. Elle en est aussi la dignité.



Dirigé par Pierre Bessard, l'institut Libéral de Genève organise régulièrement des conférences internationales qui permettent aux libéraux de tous les pays européens de se rencontrer. Il est important de connaître ses programmes, même si tout le monde ne peut participer. Mais ce que fait l'Institut Libéral témoigne du dynamisme et de l'ubiquité des événements libéraux.



## La liberté des Hommes. Lecture politique de la Bible

Armand Laferrère

Remarquable « analyse de texte », l'ouvrage d'Armand Laferrère est une apologie solidement argumentée du texte biblique.

L'antichristianisme est un sport très répandu, particulièrement en France. Médias, politiques, « grands spécialistes » bombent le torse en affirmant leur laïcité et leur mépris pour toute forme de religion. Pour eux, il existe bien un terrorisme islamiste mais aucune autre religion ne vaut pas plus. Et comme il est plus facile de critiquer l'Eglise, ils ne s'en privent pas (le philosophe Michel Onfray voit dans les textes bibliques la source de millions de morts...). De toute façon, elle ne leur lance pas des fatwas assassines. Et pour cause. La Bible est une mine de libertés.

L'auteur – énarque et normalien – fait un travail très minutieux, crayon à la main. Il démontre d'abord que, contrairement aux clichés, les totalitarismes ne se sont nullement inspirés des textes, au contraire, les deux ont haï la religion. Le communisme a enfermé et tué tous ceux qui se réclamaient de la religion. Pendant de longues périodes, même les enfants de prêtres et de papes étaient arrêtés ou empêchés d'accéder à des emplois intellectuels. Le nazisme ne supportait pas les catholiques (le programme d'Alfred Rosenberg pour l'Eglise nationale contenait l'élimination de la Bible !) mais acceptait une forme de paganisme.

Il y a d'abord une évidence. La Bible est à l'origine d'une littérature immense et d'une culture dont se sont inspirés de grands écrivains de tous les pays, croyants ou pas. Ensuite, il suffit de lire les textes, ce que ne font pas ses détracteurs. La Bible incite à la réflexion sur le pouvoir politique, sur les limites de ce pouvoir. Elle attire justement l'attention sur les dérives du pouvoir : « Ne placez pas votre confiance dans les princes », dit le psaume 146. Lorsque Jésus dit « Rends à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu », il lance un appel à la séparation et à la liberté. Ce n'est pas par hasard si les chrétiens ont été vus comme une menace dès l'Empire romain. Les opprimés ont puisé dans les textes leur envie de liberté. C'est pour cela aussi que les idéologies totalitaires ont voulu interdire les croyances. Dans l'Ancien Testament, les hommes de pouvoir sont présentés surtout avec leurs défauts. Une manière de mettre en garde contre trop de pouvoir. D'ailleurs, le plus humble des hommes est égal au plus grand des dignitaires.

On ne peut pas dire si la Bible est de droite ou de gauche. Pour l'auteur, elle a inspiré les deux partis. Mais le plus important pour pouvoir en parler n'est-il pas de la lire vraiment ?

**Bogdan Calinescu**

Armand Laferrère, *La liberté des Hommes. Lecture politique de la Bible*, Odile Jacob, éd. Paris 2013

29 avril 2013, Genève

### Conférence «**Quelles réponses aux excès de l'État fiscal?**»

Intervenants: *Daniel J. Mitchell, Jean-Philippe Delsol, Victoria Curzon-Price*

7-9 juin 2013, Vienne

### European Resource Bank Meeting

La dixième réunion annuelle des think tanks libéraux européens, dont l'Institut Libéral est l'un des initiateurs.

13 juin 2013, Genève

### Conférence «**L'avenir de nos retraites: les avantages de la capitalisation**»

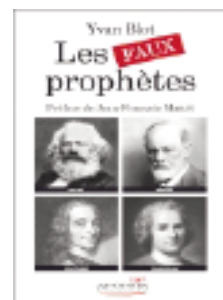
Intervenants: *José Piñera, Pierre Garelo, Pierre Bessard*

**Lundi 18 Mars**

### Au Cercle Interralé

**Yvan Blot**

### Les faux prophètes



Le Tout-Paris libéral s'est retrouvé autour d'Yvan Blot pour la présentation de son dernier ouvrage « Les faux prophètes ». La Nouvelle Lettre en fera un compte rendu de lecture dans un prochain numéro.